

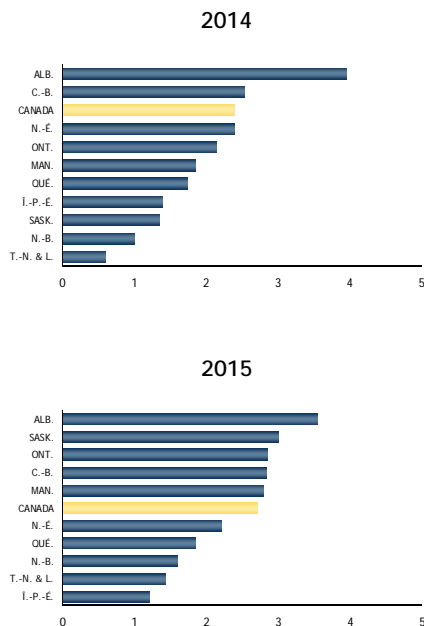
## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2014

## Une croissance économique variable selon les provinces

## Croissance du PIB reel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley  
 Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue  
 Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh  
 Économiste  
 416-974-6525  
 gerard.walsh@rbc.com

- Cette année encore, le portrait économique des provinces met en évidence un écart important entre le boom de l'Alberta et l'expansion beaucoup plus modeste observée partout ailleurs.
- Nous avons légèrement rehaussé nos prévisions de croissance pour la Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Écosse. Les taux projetés sont désormais plus proches de la moyenne nationale de 2,4 %, tout en étant encore bien loin des 3,9 % prévus pour l'Alberta.
- Les perspectives sont plutôt ternes dans les autres provinces. En Saskatchewan et au Manitoba, la croissance modeste est essentiellement le contrecoup des récoltes surabondantes qui ont gonflé les chiffres de l'an dernier, tandis qu'ailleurs elle est le fruit de résultats sectoriels contrastés.
- Tout en restant généralement modérée, la croissance devrait être plus forte en 2014 qu'en 2013 dans la majorité des provinces, soit en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Colombie-Britannique, au Québec et en Alberta.
- Cette accélération est principalement attribuable à la hausse des exportations. En Ontario, elle s'explique aussi par la contribution considérable du secteur du logement.
- L'an prochain, le raffermissement de la demande des États-Unis devrait stimuler les exportations et soutenir la croissance économique des provinces. D'après nous, l'Alberta restera en tête du classement pour la croissance en 2015. Cependant, l'écart avec les autres provinces devrait se resserrer légèrement.

**L'économie des provinces se raffermit ; l'Alberta affiche une nette avance sur le reste du pays**

Les comptes nationaux du Canada montrent que la croissance du PIB réel s'est accélérée au second trimestre de 2014, pour s'établir à 3,1 % (taux annualisé), confirmant ainsi que le gain décevant du premier trimestre (0,9 %) était dû aux effets temporaires de conditions météorologiques déplorables. Ils indiquent également que la vigueur était généralisée et découlait en partie de l'apport substantiel des exportations, un élément qui faisait défaut depuis longtemps. En général, les derniers indicateurs économiques provinciaux prouvent que l'activité a effectivement rebondi dans l'ensemble du pays au printemps. Toutefois, le fait le plus marquant de ces données est l'avance que l'Alberta affiche sur le reste du peloton. Pour toutes les mesures importantes, l'Alberta figure en tête du classement national, ou très près de la première place.

**Résultats sectoriels contrastés dans les autres provinces (hors Alberta)**

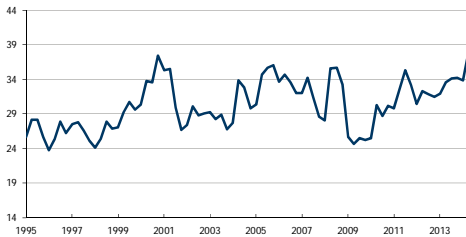
La situation des autres provinces est beaucoup moins brillante, pas tant à cause d'une faiblesse généralisée de leur économie que des résultats sectoriels contrastés. Ainsi, en Colombie-Britannique, le regain d'activité dans le secteur manufacturier et les ventes de maisons fait contrepoids à la stagnation du marché du travail et au ralentissement de la construction non résidentielle. La croissance de la Saskatchewan et du Manitoba est plombée par la baisse de la production agricole, qui fait suite aux récoltes surabondantes de 2013. Dans le centre du Canada, la situation de l'emploi, du logement, du secteur manufacturier, des exportations et du commerce de détail varie énormément selon les sous-secteurs et les régions.

**La hausse de la demande des États-Unis donnera un coup de pouce à la plupart des provinces en 2015**

Nous prévoyons que la hausse future de la demande des États-Unis sera globalement bénéfique. En fait, l'importance grandissante des sources de croissance externes est déjà visible dans plusieurs provinces. Les gains générés par les exportations stimuleront la croissance dans la majorité d'entre elles en 2015 et leur permettront de combler une partie de leur retard par rapport à l'Alberta. Nos prévisions tablent sur une croissance supérieure à la moyenne nationale de 2,7 % l'an prochain en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et en Colombie-Britannique.

## Exportations de marchandises en Colombie-Britannique

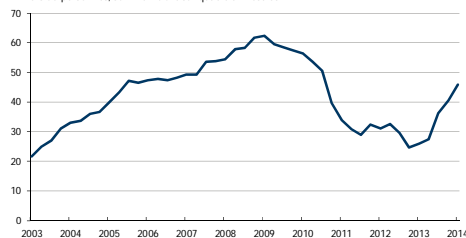
Milliards de dollars, annualisé, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Solde migratoire en Colombie-Britannique

Milliers de personnes, somme mobile sur quatre trimestres



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,7	1,5	1,7	2,5	2,8
Emploi	0,8	1,7	-0,2	0,7	1,0
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,6	6,1	6,0
Ventes au détail	3,2	1,9	2,4	4,9	3,9
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	27 054	27 300	24 800
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,1	1,2	1,5

Robert Hogue  
Économiste principal

## Évolution positive

La situation économique de la Colombie-Britannique a évolué dans la bonne direction après la grève de 28 jours qui a paralysé Port Metro Vancouver en mars. De plus en plus de signes montrent que l'activité a pris un rythme plus soutenu dans tous les secteurs, grâce à des gains exceptionnels du côté des marchés d'exportation. Elle a progressé de façon remarquable dans les secteurs manufacturier, minier et énergétique, ainsi que dans le commerce de détail et le marché du logement. Malgré quelques difficultés persistantes (p. ex., stagnation du marché du travail, recul des investissements non résidentiels) et l'incertitude suscitée par la grève des enseignants, l'amélioration est suffisante pour que nous relevions la croissance du PIB réel estimée de 2014 de 2,1 % à 2,5 %. En outre, nous sommes d'avis que la conjoncture sera encore meilleure en 2015 et que la croissance sera robuste et atteindra 2,8 %. Nous nous attendons à ce que la hausse de la demande des États-Unis soutienne l'essor des exportations de la Colombie-Britannique, qui continueront d'alimenter, à la fois directement et indirectement, toute une gamme de branches d'activité. Les travaux préliminaires concernant les projets de gaz naturel liquéfié (GNL) évalués à plusieurs milliards de dollars pourraient également contribuer à la croissance de la province l'an prochain.

## Hausse remarquable des exportations

Les flux de marchandises entrants et sortants, y compris ceux qui transitent par Port Metro Vancouver, ont considérablement augmenté depuis le début de l'année. On peut en déduire que l'incidence des perturbations qui ont freiné l'activité portuaire a été complètement annulée. En cumul annuel, les exportations de marchandises de la Colombie-Britannique sont en hausse de près de 10 % d'une année sur l'autre. Des gains impressionnants ont été enregistrés dans plusieurs catégories de marchandises, notamment l'énergie, les minerais métalliques, l'équipement industriel, les produits alimentaires et les biens de consommation. La majeure partie de cette avancée est attribuable au marché américain, l'apport de la Chine restant non négligeable. L'augmentation de la demande externe de marchandises de la Colombie-Britannique profite tout naturellement aux entreprises des secteurs manufacturier et minier de la province, qui sont passées à la vitesse supérieure au premier semestre de 2014, par rapport à l'année précédente. Les ventes d'équipement et la production de cuivre, de zinc, d'or et d'argent se sont sensiblement accrues.

## Augmentation plus rapide de la population

On assiste depuis peu à un changement très prometteur en Colombie-Britannique, soit une forte hausse du solde migratoire. Selon les premières données de cette année, le solde migratoire, qu'il s'agisse de migration interprovinciale ou internationale, continue de monter rapidement et d'annuler les ralentissements antérieurs. Grâce à ce revirement, l'accroissement de la population de la Colombie-Britannique a atteint son taux annuel de plus élevé en près de quatre ans (1,2 %). La croissance rapide de la population a une incidence positive sur le marché du logement et les secteurs liés à la consommation. Le marché provincial du logement s'est nettement redressé depuis le début de l'année. Les reventes de maison ont pris plus de 19 % d'une année sur l'autre au cours du premier semestre de 2014 et le nombre de logements en cours de construction a grimpé à son plus haut niveau depuis le début de 2009.

## L'emploi continue de décevoir

Malheureusement, tout n'est pas rose en Colombie-Britannique. Le marché du travail continue de décevoir. La création d'emplois reste anémique. Après un recul de 0,2 % en 2013, l'emploi n'a progressé que de 0,5 % depuis le début de l'année. Les emplois à temps plein ont légèrement baissé, mais la forte hausse des emplois à temps partiel compense ces pertes. D'après nous, le marché du travail devrait s'améliorer durant la deuxième partie de l'année et l'an prochain, puisque l'expansion économique devrait inciter les entreprises à embaucher. Nous prévoyons une hausse de l'emploi de 0,7 % en 2014 et de 1,0 % en 2015.

## L'économie tourne à plein régime

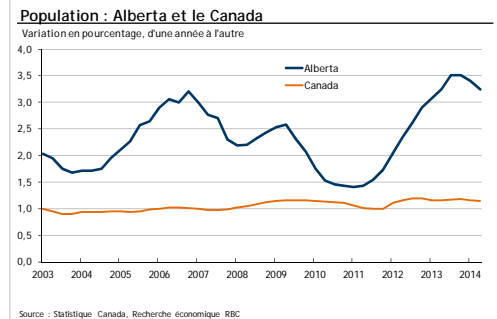
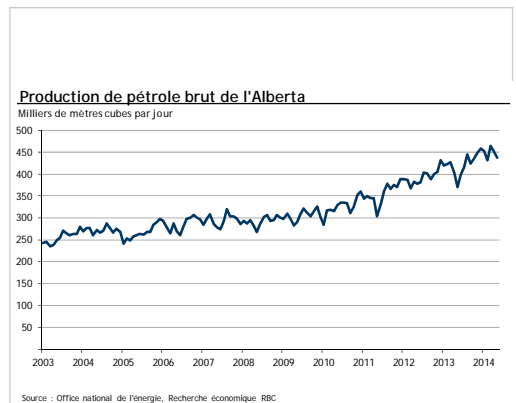
La majorité des indicateurs témoignent de la vitalité de l'économie albertaine. La plupart des mesures relatives au commerce extérieur et à l'activité intérieure indiquent que l'économie connaît un essor spectaculaire. Cette année, le taux de croissance pourrait bien dépasser celui de l'an dernier, estimé à 3,7 %. Compte tenu des données que nous avons recueillies, nous prévoyons que la croissance du PIB réel de l'Alberta atteindra 3,9 % en 2014. Cela représente une légère hausse par rapport à nos prévisions antérieures établies à 3,7 %. L'Alberta dominera toutes les autres provinces en ce qui concerne la croissance, cette année et l'an prochain. Selon nous, les investissements massifs réalisés dans le secteur énergétique ainsi que l'augmentation marquée de la population contribueront à l'expansion rapide de l'économie de la province en 2015. Cependant, il est probable que les investissements dans les mégaprojets et le solde migratoire plafonneront et qu'ils deviendront des facteurs moins influents de l'activité économique l'an prochain. Par conséquent, nous anticipons un ralentissement de la croissance du PIB réel pour 2015, qui demeurera néanmoins vigoureuse à 3,5 %.

### La hausse rapide de la production de pétrole brut devient le principal moteur du secteur énergétique

Le boom économique actuel de l'Alberta s'explique notamment par les dépenses d'investissement massives effectuées dans le secteur de l'énergie. La liste des grands projets dressée par le ministère de l'Innovation et de l'Enseignement supérieur de l'Alberta révèle que des projets évalués à plus de 55 milliards de dollars sont en cours d'exécution rien que dans les sables bitumineux. Les projets de pipelines pétroliers et gaziers portent ce montant à près de 63 milliards de dollars. Même si les investissements dans les grands projets s'étalent habituellement sur plusieurs années et qu'ils englobent des éléments fabriqués hors de la province, il reste que l'exploitation à grande échelle des ressources énergétiques de l'Alberta génère des retombées économiques majeures année après année. Toutefois, la production se taille une place de plus en plus importante. Comme de plus en plus de mégaprojets deviennent opérationnels, la production de pétrole brut augmente rapidement. Depuis le début de l'année, elle a bondi de près de 10 % (incluant la production de bitume qui affiche un gain supérieur à 12 %). À titre de comparaison, elle avait progressé en moyenne de 8,4 % au cours des quatre dernières années. Au premier semestre de 2014, près de neuf dixièmes de la hausse exceptionnelle de 22 % des exportations totales de marchandises sont attribuables à l'envolée des exportations d'énergie.

### L'accroissement rapide de la population alimente l'activité intérieure

L'accroissement rapide de la population est un autre élément déterminant du boom de l'Alberta. Bien que le solde migratoire ait récemment commencé à ralentir, l'immigration en provenance d'autres pays et provinces reste historiquement élevée. La population de l'Alberta a augmenté de 3,3 % au second trimestre de 2014, un taux qui reste supérieur à celui des autres provinces. La demande croissante se traduit par des hausses dans les secteurs intérieurs. Le marché du logement est peut-être celui qui est le plus favorisé par cette tendance : au second trimestre, les mises en chantier ont atteint leur plus haut niveau en près de sept ans (42 500 unités en données annualisées), tandis que les reventes de maisons se classent juste derrière leur record historique. Les dépenses des ménages affichent aussi une tendance haussière. Les ventes au détail ont grimpé de 8,6 % d'une année sur l'autre au cours du premier semestre de 2014. C'est nettement plus que les autres provinces. Les ménages albertains jouissent de perspectives d'emploi prometteuses, puisque l'emploi a progressé de 3,2 % depuis le début de l'année et que le taux de chômage est demeuré bas à 4,7 % en moyenne.



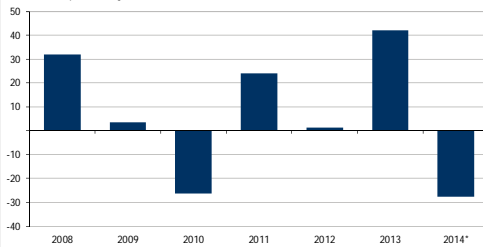
#### Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,2	3,8	3,7	3,9	3,5
Emploi	3,8	2,6	2,9	3,0	2,2
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,6	4,5	3,9
Ventes au détail	6,8	7,0	6,9	7,9	5,2
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	36 011	38 900	36 000
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	2,5	1,7

Robert Hogue  
Économiste principal

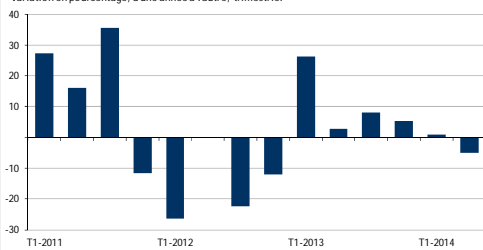
## Production de blé, d'orge et de canola en Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

\* Estimation de Statistique Canada, juillet 2014  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Production de potasse en Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,0	1,9	4,5	1,3	3,0
Emploi	0,3	2,1	3,4	1,6	1,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,0	3,8	3,9
Ventes au détail	7,3	7,4	5,1	4,9	4,7
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	8 290	8 000	7 500
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,6	2,2

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

## Un ralentissement de courte durée

La croissance du PIB réel de la Saskatchewan devrait décélérer de façon appréciable cette année, pour s'établir à 1,3 % contre 4,5 % en 2013. L'emploi devrait suivre la même voie et croître à un rythme inférieur de moitié à celui de 3,4 % enregistré en 2013. La modération de ces indicateurs s'explique en partie par l'incidence directe et indirecte d'une baisse de la production agricole. L'an dernier, les conditions de croissance exceptionnellement favorables ont donné lieu à des récoltes surabondantes, de sorte que la production agricole a connu une hausse phénoménale de 34 %. En revanche, le printemps pluvieux et les inondations qui ont dévasté certaines régions ont entravé l'ensemencement pour la récolte de 2014. Bien que, dans la plupart des régions, les conditions de croissance chaudes et sèches de l'été aient permis d'atténuer ces difficultés, les conditions pluvieuses ont réapparu à la fin de l'été ce qui réduira le rendement des récoltes cette année. Selon les données préliminaires publiées en août par Statistique Canada, la production des trois principales cultures chutera possiblement de 28 % après un gain de 42 % en 2013. Cette estimation va dans le même sens que notre hypothèse précédente selon laquelle la production agricole globale devrait reculer de près de 10 % cette année. Pour 2015, nos perspectives prennent pour hypothèse que les récoltes se situeront dans la moyenne historique. Si ces projections se réalisent, la production agricole ne plombra pas la croissance comme cette année et contribuera au contraire à la hausse globale du PIB réel qui devrait remonter à 3,0 %.

## Modération de l'activité minière

Le secteur minier, et plus particulièrement celui de la potasse, devrait aussi freiner la croissance de cette année. L'an dernier, Uralkali, un grand producteur russe de potasse, a annoncé qu'il entendait accroître sa production de manière considérable en vue d'augmenter sa part de marché mondial. Cette nouvelle a nui aux principaux producteurs de potasse de la Saskatchewan. Ainsi, alors que la production de potasse avait crû de 10 % en 2013, elle a décliné de 2 % au cours des six premiers mois de 2014 par rapport à la même période l'an dernier. Un léger raffermissement de la demande mondiale d'ici la fin de l'année et en 2015 devrait compenser ce recul au second semestre. Nous avons néanmoins légèrement abaissé nos prévisions de croissance pour la production de potasse, qui passent à seulement 1 % contre 3 % auparavant. Ces perspectives comportent une inconnue : les répercussions des sanctions commerciales imposées par la Russie et les principaux pays occidentaux dans le sillage du conflit en Ukraine. La révision de la production prévue de potasse entraîne une légère baisse de la croissance du PIB réel projetée pour 2014 qui passe à 1,3 % alors qu'on l'estimait à 1,4 % au dernier trimestre.

## Hausse des investissements des entreprises en 2015

Nous pensons que la croissance du PIB réel se redressera l'an prochain, non seulement parce que le recul de l'activité agricole devrait prendre fin, mais aussi parce que la production de potasse devrait remonter en 2015, grâce à l'accélération de la croissance mondiale. De plus, comme le secteur énergétique devrait tirer parti des prix historiquement élevés, nous sommes d'avis que les investissements des entreprises devraient être un facteur de croissance plus important l'an prochain. Selon les résultats d'une enquête publiés en début d'année, les dépenses en immobilisations étaient étonnamment basses, et cela va de pair avec la stagnation de la construction en 2014. Nous tablons sur un léger raffermissement de la croissance en 2015 à 2,5 %.

## Des signes de ralentissement pour 2014

Selon les données économiques du deuxième trimestre de 2014, l'activité manufacturière du Manitoba a stagné et l'emploi a encore perdu du terrain par rapport à la même période l'an dernier. Nos prévisions de croissance dépendent largement d'une reprise de l'activité manufacturière, qui devrait être modeste cette année et plus marquée en 2015 après avoir fait du sur-place en 2013. Ce secteur devrait bénéficier du raffermissement prévu de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar canadien, ces deux éléments étant susceptibles de stimuler les exportations de la province. En outre, la demande de produits manufacturés devrait continuer de profiter de l'exploitation des ressources naturelles qui se poursuit dans les deux provinces voisines du Manitoba. Pour nos prévisions, nous supposons que ces facteurs joueront en faveur d'un rebond de l'activité manufacturière et de l'emploi durant le reste de l'année. Cependant, nous avons quand même abaissé nos prévisions de croissance du secteur manufacturier d'un point de pourcentage pour la porter à 3 %.

### Chute de la production céréalière

En 2014, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,8 %. C'est un peu moins que les projections que nous avons formulées au dernier trimestre (2,1 %) et que le taux de 2013 (2,2 %). Cette diminution s'explique en partie par la révision des prévisions de croissance du secteur manufacturier, mais aussi par un léger abaissement des perspectives relatives à l'agriculture. En effet, cette dernière est largement responsable du ralentissement observé par rapport à 2013, étant donné que tout porte à croire qu'après les récoltes exceptionnelles de 2013, la production céréalière de 2014 sera normale. Les données préliminaires de Statistique Canada indiquent un recul possible de 32 % de la production de blé et de canola, alors qu'elle avait gagné 33 % en 2013. Ce chiffre est nettement supérieur à ce que nous avons anticipé le trimestre dernier. Par conséquent, nous avons révisé nos prévisions concernant la baisse de la production agricole de 8 % à 11 % pour 2014, après le bond de 19 % l'an dernier.

### La faiblesse devrait prendre fin en 2015

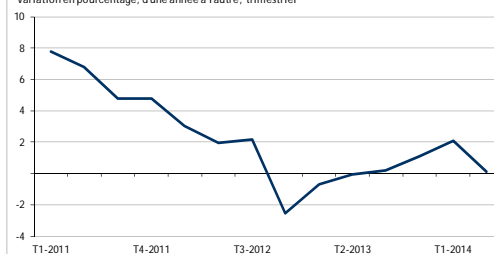
Nous prenons pour hypothèse que les récoltes seront conformes à la moyenne en 2015, de sorte que le déclin de l'activité agricole ne devrait pas s'étendre à l'année suivante. En fait, nous misons sur une amélioration de la productivité et une augmentation des terres ensemencées pour donner un petit coup de pouce à la production agricole. L'an prochain, le raffermissement du secteur manufacturier, soutenu par l'accélération de l'économie américaine, devrait également stimuler la croissance du PIB réel. Enfin, à ces facteurs positifs devrait s'ajouter, selon nous, un bond de la production minière. En effet, plusieurs projets mis en service cette année réaliseront une année complète de production en 2015. C'est pourquoi la croissance du PIB réel devrait monter à 2,8 % l'an prochain.

### Une contribution plus importante de la construction

L'amélioration de la croissance prévue en 2015 est aussi générée, dans une certaine mesure, par la reprise du secteur de la construction. Les résultats d'une enquête de Statistique Canada publiés en début d'année signalent une baisse inattendue des investissements en construction prévus pour 2014. Ce déclin s'explique en partie par le fait que plusieurs grands projets de dépenses d'investissement touchent à leur fin, notamment la construction de l'aéroport international et du Musée des droits de la personne de Winnipeg. Il ne devrait toutefois pas persister en 2015 et nous tablons sur une légère augmentation de la construction l'an prochain à Winnipeg, y compris l'agrandissement du Centre des congrès RBC de Winnipeg. L'activité dans ce secteur devrait également être favorisée par la reprise du secteur manufacturier et le solde migratoire positif de la province.

#### Ventes manufacturières du Manitoba

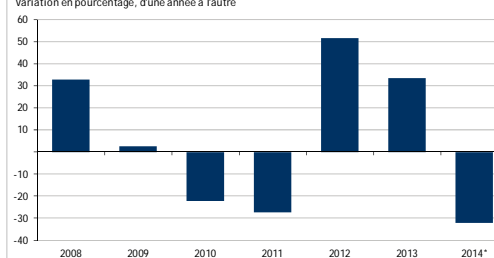
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Production de blé et de canola au Manitoba

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



\* Estimation de Statistique Canada, juillet 2014  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

#### Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,7	2,6	2,2	1,8	2,8
Emploi	0,8	0,9	0,5	-0,1	1,1
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,3	5,4	5,0
Ventes au détail	4,3	1,3	3,9	3,9	3,9
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	7 465	6 300	6 500
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	2,1	1,7

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

## Exportations de marchandises de l'Ontario

Milliards de dollars, annualisé, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Reventes de logement en Ontario

En milliers d'unités, données désaisonnalisées, mensuel



Source : L'Association canadienne de l'immeuble, Recherche économique RBC

## Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,2	1,3	1,3	2,1	2,8
Emploi	1,8	0,8	1,4	0,7	1,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,5	7,4	6,9
Ventes au détail	3,6	1,6	2,3	3,8	4,0
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	61 085	61 600	59 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	2,3	1,8

Robert Hogue  
Économiste principal

## En voie d'enregistrer une croissance légèrement plus forte en 2014

La situation économique de l'Ontario a donné plusieurs signes encourageants au cours des derniers mois. Les plus importants d'entre eux sont, d'une part, le revirement tant attendu des exportations qui a fini par accentuer et, d'autre part, le redressement des investissements résidentiels au printemps. Ces éléments devraient permettre à la croissance économique provinciale de décoller en 2014, après avoir tourné au ralenti pendant deux ans. Malgré tout, la récente reprise de l'activité est un peu moins forte que ce que nous avons prévu compte tenu de l'anémie du début d'année, la croissance du PIB réel étant estimée à seulement 0,6 % (taux annualisé) pour le premier trimestre. En conséquence, nous avons légèrement abaissé nos prévisions de croissance pour 2014 : elles passent de 2,3 % à 2,1 %. Toutefois, nous restons convaincus que la hausse rapide de la demande des États-Unis appuiera le raffermissement de l'année prochaine et nous maintenons donc nos prévisions à 2,8 % pour 2015.

### Les exportations de marchandises sont passées à la vitesse supérieure...

L'hiver dernier a été caractérisé par une météo particulièrement mauvaise. Elle a fortement perturbé le transport de marchandises au sein de la province et à l'extérieur, et a interrompu l'essor de l'économie. On s'attendait à un regain d'activité au printemps, et les dernières données ont confirmé qu'il a eu lieu. Cette amélioration a surtout été visible dans le commerce extérieur : les exportations de marchandises à l'étranger ont grimpé de 6,0 % (taux non annualisé) au second trimestre par rapport aux trois mois précédents. Le groupe de marchandises qui se classe au premier rang des exportations de l'Ontario, soit les véhicules automobiles et les pièces détachées, s'est envolé de 19 %. Les exportations de biens de consommation ont également affiché un gain non négligeable (4 %). Même si le bond des exportations du deuxième trimestre est largement le fait du retour à la normale du transport et qu'un tel rythme a peu de chance de se maintenir, les résultats depuis le début de l'année montrent que les exportations de marchandises sont véritablement passées à la vitesse supérieure. Les entreprises du secteur manufacturier, minées par d'énormes difficultés pendant plus de dix ans, seront assurément avantagées par l'augmentation de la demande externe. Leurs ventes ont progressé de plus de 5 % au premier semestre de 2014, une grande partie de ce gain étant probablement attribuable aux ventes effectuées à l'étranger et plus particulièrement aux États-Unis.

### ...mais les importations aussi

Toutefois, la *balance commerciale* a une incidence beaucoup plus limitée sur l'économie ontarienne. Les importations de marchandises en provenance de l'étranger ont en effet augmenté de façon notable cette année, à tel point que le déficit commercial de l'Ontario s'est encore aggravé. Ceci étant dit, l'augmentation des importations reflète sous doute une demande intérieure revivifiée de la part des consommateurs et entreprises de la province.

### Influence (encore) positive du marché du logement

Le marché du logement a aussi pâti du mauvais temps en début d'année. On a noté une forte baisse à la fois des reventes et de la construction. Là encore, le printemps s'est accompagné d'un regain d'activité. Le déclin des taux hypothécaires a revigoré le secteur, si bien que nous avons légèrement augmenté nos prévisions pour les mises en chantier de 2014, en les portant de 58 900 à 61 600 unités. Les nouvelles projections sont désormais légèrement supérieures au total de 2013 (61 100 unités). Le logement pourrait donc être encore un facteur de croissance cette année, alors qu'auparavant nous jugions qu'il aurait une incidence négative. Toutefois, nous restons d'avis que la hausse des taux d'intérêt l'an prochain tempèrera le dynamisme du marché du logement et ralentira la construction résidentielle dans la province. Nous prévoyons que les mises en chantier baisseront à 59 000 unités en 2015.

## Une rotation sectorielle est en cours

Cette année, l'économie du Québec semble se tourner davantage vers des sources externes de croissance. C'est une bonne chose, car le marché intérieur manque de vigueur. En fait, bon nombre de secteurs axés sur le marché intérieur, comme la construction et plusieurs types de services, affichent un niveau d'activité inférieur à ce qu'il était l'an dernier durant la même période. Bien que les résultats varient d'un secteur à l'autre, la croissance devrait globalement être plus forte en 2014 qu'en 2013, mais l'avance sera modeste. Nous avons révisé nos prévisions de croissance du PIB réel pour cette année, de 1,9 % à 1,7 %, afin de tenir compte de la perte de vitesse de l'activité intérieure. Nous maintenons celles de 2015 à 1,8 %, étant donné qu'une hausse des investissements des entreprises devrait compléter l'apport du commerce extérieur. Ce taux demeure toutefois nettement inférieur à la moyenne nationale projetée de 2,7 %. Ce retard s'explique par la croissance démographique plus faible et par les contraintes budgétaires plus fortes de la province.

### Envolée impressionnante des exportations de marchandises

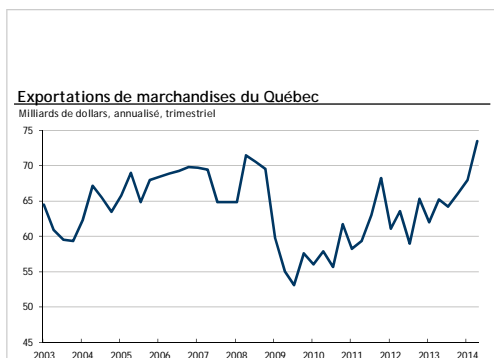
Commençons par la bonne nouvelle : les exportations du Québec font preuve d'une vitalité impressionnante. Selon les données publiées par l'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ), les exportations réelles de marchandises ont progressé de 6,6 % d'une année sur l'autre durant les six premiers mois de 2014. Des gains importants ont été enregistrés pour la majorité des principaux produits d'exportation du Québec, soit les aéronefs et les pièces connexes (+9,2 %), l'aluminium (+6,9 %), le minerai de fer (+71,2 %), le papier journal (+18,5 %), les produits pharmaceutiques (+10,1 %) et les véhicules lourds (+31,8 %). La balance commerciale s'est aussi améliorée parce que les importations réelles de marchandises ont reculé pendant la même période. Par conséquent, le commerce extérieur repose sur de solides bases qui lui permettront de contribuer de façon substantielle à la croissance de cette année. C'est en tout cas ce qui s'est passé au premier trimestre, selon les estimations de l'ISQ. En effet, la balance commerciale a représenté la totalité du gain annualisé du PIB réel (2,4 %). En réalité, sa contribution a été plus importante (3,7 points de pourcentage), mais les secteurs intérieurs ont réduit cette avance.

### Faiblesse de l'activité intérieure

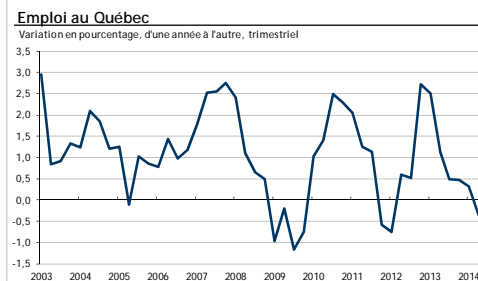
Malheureusement, la baisse des importations de marchandises témoigne de l'anémie de la demande intérieure. Jusqu'à présent, les entreprises se sont montrées réticentes à investir (et à embaucher), tandis que les ménages ont consommé avec prudence, en dépensant moins sur le logement, la restauration et le divertissement, et plus sur les véhicules automobiles et les produits de santé, par exemple. Les administrations publiques ont augmenté leurs dépenses. Cependant, celles-ci sont limitées par les pressions budgétaires intenses auxquelles tous les paliers du gouvernement sont confrontés. Le manque d'énergie de l'économie intérieure du Québec se manifeste principalement par l'atonie du marché de l'emploi. Il stagne depuis le début de l'année, les pertes du secteur privé et des emplois à temps plein annulant la plupart des gains du secteur public, des travailleurs autonomes et des emplois à temps partiel.

### Possibilités d'amélioration pour 2015

Nous sommes d'avis que la performance soutenue et prolongée du commerce extérieur se répercutera progressivement sur le marché intérieur. De plus en plus de signes indiquent que la hausse de la demande des États-Unis n'est pas un éphémère. Elle devrait donc raviver la confiance des entreprises et les inciter à investir et à embaucher. Par conséquent, il est tout à fait possible que la croissance économique atteigne 1,8 % en 2015. C'est encore sous la moyenne nationale, mais c'est un pas dans la bonne direction.



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Québec - prévisions en bref

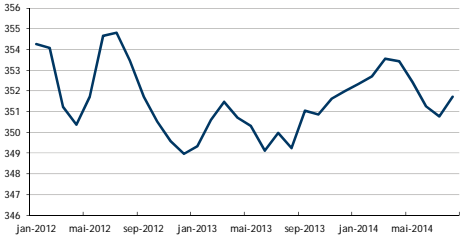
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,8	1,5	1,1	1,7	1,8
Emploi	1,0	0,8	1,2	0,0	0,6
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,8	7,6
Ventes au détail	3,0	1,2	2,5	3,3	3,5
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	37 758	38 000	33 300
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,4	1,6

**Robert Hogue**  
Économiste principal

**Emploi au Nouveau-Brunswick**

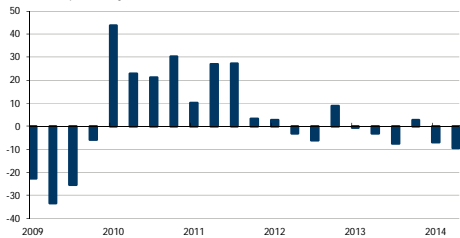
Milliers de personnes, moyenne mobile sur trois mois, mensuel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick**

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Nouveau-Brunswick - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,3	-1,1	0,2	1,0	1,6
Emploi	-1,1	-0,2	-0,1	0,3	0,4
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,4	9,8	9,6
Ventes au détail	4,8	-0,7	0,7	3,2	3,0
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 843	2 500	2 800
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,6	1,6

Gerard Walsh  
Économiste**Une accélération est possible**

Les premiers indices d'un regain d'énergie au Nouveau-Brunswick n'ont pas été confirmés au second trimestre. Il semble donc que l'économie ait du mal à reprendre son élan. La hausse prévue des exportations, dans la foulée de la croissance plus rapide de l'économie américaine, et le redressement du marché du logement n'ont pas encore eu lieu, tandis que les dépenses en immobilisations restent décevantes. Néanmoins, on note des signes d'amélioration dans les secteurs intérieurs. Nos prévisions demeurent axées sur une hausse des dépenses d'investissement et des exportations au cours de la prochaine période, qui devraient stimuler la création d'emplois et une augmentation des revenus. Nous tablons sur une croissance du PIB réel de 1,0 % pour 2014 comparative-ment à un taux négligeable de 0,2 % en 2013. Comme la progression des projets d'investissement et le redressement de l'économie nord-américaine devraient soutenir les exportations, la croissance devrait se raffermir en 2015 pour atteindre 1,6 %.

**Les exportations sont prêtes à décoller ; les perspectives du secteur minier sont encourageantes**

Au printemps, la province a enregistré un déficit commercial, car les fermetures pour maintenance de la raffinerie JD Irving de Saint John ont freiné les exportations d'énergie. Elles se sont redressées depuis lors, tandis que les exportations minières ont éprouvé des difficultés depuis le début de l'année. Le secteur ne devrait pas connaître d'amélioration en 2014, en raison de la fermeture de la mine de potasse de Penobsquis. La production minière devrait gagner du terrain en 2015, grâce à l'avancée des grands projets. Même si la faiblesse des prix de la potasse a ralenti le calendrier de production de la mine Picadilly de Potash Corp., un projet évalué à 2,1 milliards de dollars, la production devrait démarrer en 2015. Une évaluation économique préliminaire de la mine Caribou a été effectuée cette année, et la mise en service reste prévue pour le début de l'année prochain. Northcliff Resources attend les permis nécessaires pour commencer la construction de la mine de tungstène de Sisson Brook. Celle-ci durera deux ans, après quoi, la mine devrait ouvrir en 2016.

**Les investissements dans les capacités de production mettent en place des conditions favorables à une hausse de l'emploi**

La progression de l'emploi en début d'année a été largement annulée par des pertes récentes dans le secteur privé. Celles-ci se sont concentrées dans les secteurs de fabrication des biens qui sont en perte de vitesse depuis le début de l'année. Néanmoins, nous continuons de prévoir un redressement de l'emploi dans ces secteurs, alors que les exportations et la construction reprennent de la vigueur. La reprise du marché du logement américain est une bonne nouvelle en ce qui concerne le prix du bois d'œuvre. Ces perspectives se conjuguent à l'accroissement des possibilités de coupe autorisées par le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour susciter une vague d'investissements dans la foresterie. Destinés à augmenter les capacités du secteur, ces investissements totaliseront 1 milliard de dollars au cours des prochaines années, la majeure partie étant consacrée à l'usine de pâtes et papiers de JD Irving à Saint John. Ils renforceront le secteur de la construction, qui souffre de la faiblesse persistante des investissements résidentiels, alors que les facteurs démographiques défavorables freinent la demande de nouveaux logements. Par ailleurs, les investissements réalisés par Oxford Frozen Foods et Ocean Spray en vue d'agrandir leurs usines de transformation des aliments donneront un coup de pouce au secteur manufacturier.

**Atténuation des difficultés sur le marché intérieur**

Les gains récents des ventes au détail ont stimulé les emplois de service et signalent une croissance modeste des dépenses de consommation. L'économie intérieure devrait gagner en dynamisme au second semestre et, pour la première fois en cinq ans, l'emploi pourrait terminer l'année en territoire positif. La hausse des nouveaux emplois combinée à un léger recul de la population active devrait faire baisser le taux de chômage à 9,8 % en 2014, d'après nos estimations. Le modeste redressement de l'économie intérieure sera tempéré par les compressions budgétaires. Comme le gouvernement souhaite dégager un excédent à l'exercice 2017-2018, les dépenses en immobilisations et l'emploi du secteur public devraient baisser cette année.



## La production de gaz naturel trouve son rythme

L'économie de la Nouvelle-Écosse devrait se raffermir en 2014 alors que la production de gaz naturel en mer trouve son rythme. Avec une année complète de production à son actif, la plateforme de Deep Panuke alimente les exportations d'énergie. Ces dernières combinées à de grands projets d'investissement permettront de redynamiser une économie intérieure en difficulté. Bien que la croissance économique se raffermisse, son incidence sur l'emploi sera limitée. Nous anticipons de nouveaux déclinés à ce chapitre, du moins à court terme. La croissance devrait atteindre 2,4 % cette année, en grande partie grâce au bond de la production gazière. Puis, elle ralentira à 2,2 % et s'étendra à d'autres secteurs en 2015, alors que le secteur manufacturier reprendra de la vigueur et que les projets d'investissement progresseront.

### Exportations : soutenues par l'énergie, plombées par le secteur manufacturier

Au second trimestre, le bond des exportations de poissons et de fruits de mer et de biens de consommation a contribué à la hausse de 41 % d'une année sur l'autre des exportations nominales de marchandises. En revanche, les pneus d'automobiles, le principal produit d'exportation de la province, auront l'effet inverse, puisque Michelin réduit sa production à l'usine de Granton. La production reste inchangée dans les deux autres usines, et les mises à niveau effectuées à celle de Waterville laissent entendre qu'elle pourrait augmenter à l'avenir. Le secteur manufacturier devrait plomber la croissance cette année, étant donné que les récentes baisses des expéditions, causées par la chute des exportations de pneus, ont peu de chance d'être totalement compensées. Les exportations de gaz naturel se sont envolées en début d'année : elles ont profité d'une hausse de la production des plateformes en mer de Deep Panuke et de Sable. Le secteur énergétique s'enthousiasme pour le potentiel que représente le gaz naturel situé au large des côtes de la Nouvelle-Écosse, comme en témoignent des dépenses d'exploration de 2 milliards de dollars que BP Canada et Shell prévoient engager au cours des années à venir. Les intentions d'exploration pourraient même s'étendre après la vente de quatre parcelles en eau profonde supplémentaires en octobre 2014.

### Les projets d'investissement progressent et d'autres voient le jour

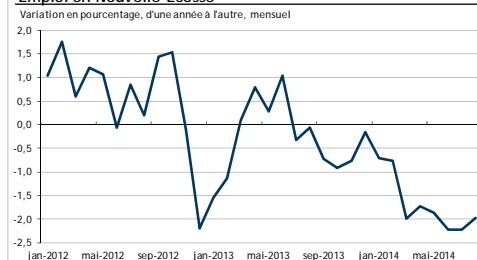
Les investissements sont en hausse cette année, alors que plusieurs grands projets de construction progressent. Le projet de transport d'énergie Maritime Link, qui acheminera par voie sous-marine l'énergie produite à Terre-Neuve vers la Nouvelle-Écosse, commence à prendre forme, alors que la phase de construction de trois ans va bon train. À Halifax, le projet d'agrandissement de 300 millions de dollars du chantier naval d'Irving est bien parti, et les premières coupes d'acier devraient avoir lieu au milieu de 2015, dans le cadre de la construction des patrouilleurs hauturiers pour l'Arctique. La construction du projet immobilier à usage mixte se poursuit dans le quartier de King's Wharf, sur le front de mer de Dartmouth, tandis que celle du Nova Centre, un projet de 500 millions de dollars, devrait s'achever cette année. D'autres projets pourraient voir le jour à long terme. Selon les estimations du Conseil économique des provinces de l'Atlantique, les projets confirmés et éventuels, y compris les installations futures de Goldboro et de Melford pour le gaz naturel liquéfié, représentent un total de 55 milliards de dollars, soit 36 % de plus que l'an dernier.

### L'économie intérieure tarde à se relever

La hausse des exportations et de la production de gaz naturel tarde à générer des retombées pour le reste de l'économie, puisque les indicateurs intérieurs demeurent faibles. Depuis le début de l'année, les emplois ont chuté, à cause d'un récent repli du secteur public et du déclin des travailleurs autonomes. Suivant la tendance des dernières années, les pertes se sont concentrées hors de Halifax, qui compte plus de la moitié des emplois de la province depuis 2013. D'après nous, l'emploi devrait augmenter légèrement à l'avenir, grâce aux embauches dans le secteur manufacturier, la construction et les services. L'amélioration du marché du travail devrait redonner confiance aux consommateurs, stimuler les ventes au détail et soutenir la construction résidentielle.



### Emploi en Nouvelle-Écosse



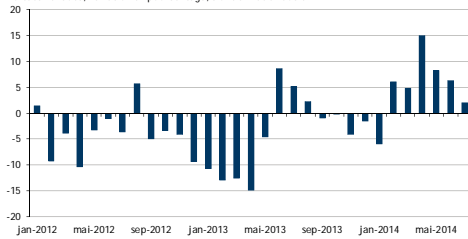
### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,6	-0,1	1,0	2,4	2,2
Emploi	0,1	0,6	-0,4	-1,0	1,3
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	9,0	8,9	8,8
Ventes au détail	3,5	1,0	2,9	2,8	3,6
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	3 919	2 700	3 400
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	2,0	1,7

Gerard Walsh  
Économiste

## Séjours hôteliers à l'Île-du-Prince-Édouard

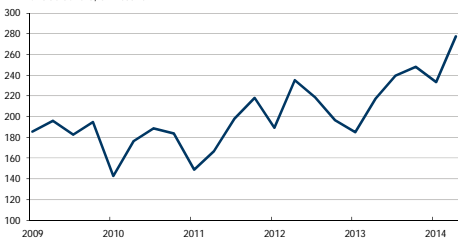
Nuitées vendues, Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Government of Prince Edward Island, Recherche économique RBC

## Exportations de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard

Millions de dollars, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,0	1,5	1,4	1,4	1,2
Emploi	1,9	1,1	1,8	0,1	1,1
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,5	10,9	10,6
Ventes au détail	5,4	3,2	0,8	3,0	4,0
Mises en chantier (unités)	940	941	636	600	650
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,0	2,0	1,5

Gerard Walsh  
Économiste

## Les exportations et le tourisme soutiennent l'activité cette année

L'Île-du-Prince-Édouard connaîtra une expansion modeste en 2014, alors que la robustesse des exportations et le boom du tourisme sont en partie annulés par des obstacles intérieurs. Depuis le début de l'année, les indicateurs de l'activité économique reflètent une économie intérieure anémique et une chute des dépenses en immobilisations. Ces tendances devraient persister jusqu'à l'an prochain et réduisent la croissance pour l'horizon prévisible. D'après nous, la croissance économique se maintiendra à 1,4 % en 2014, avant de baisser légèrement à 1,2 % en 2015, en raison de l'accalmie de l'activité touristique et du ralentissement des exportations de marchandises.

## Les exportations poursuivent sur leur lancée

Après avoir atteint un sommet historique en 2013, les exportations nominales de marchandises ont continué d'augmenter au second trimestre de 2014, réalisant un gain de 28 % d'une année sur l'autre. Les exportations de produits agricoles et de poissons ont commencé l'année en enregistrant des gains importants avant de fléchir, en partie parce que la pêche au homard est loin des prises surabondantes de l'an dernier. En fait, les exportations doivent leur vigueur au secteur manufacturier, plus précisément aux produits chimiques, à l'électronique et aux avions. En dépit de la fermeture lourde de conséquences de l'usine McCain Foods de Carleton-Borden, la croissance des exportations a incité les entreprises à embaucher, ce qui a joué en faveur des emplois du secteur manufacturier. En ce qui concerne l'année 2015, la dépréciation du huard et le raffermissement prévu de l'économie américaine appuieront la tendance haussière des exportations, qui sera cependant moins rapide que cette année.

## Boom du tourisme en 2014

2014 est une année record pour le secteur touristique de l'Île-du-Prince-Édouard. La province célèbre le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence de Charlottetown. Les gouvernements ont consacré 29 millions de dollars aux célébrations et les indicateurs signalent une augmentation des arrivées de touristes. On note une forte augmentation des séjours de plus de 24 heures et du nombre de chambres-nuits par rapport à 2013, qui est alimentée par les touristes étrangers. Les arrivées devraient rester élevées tout au long de l'été et l'emploi en berne du secteur de l'hébergement et de la restauration devrait en profiter.

## Le reste du monde permet à l'Île-du-Prince-Édouard de surmonter les obstacles

Malgré les bons résultats enregistrés en fin d'année 2013, le marché du travail s'est depuis affaibli. La volonté du gouvernement provincial d'équilibrer son budget a en effet entraîné des pertes soutenues dans le secteur public. Les dépenses publiques souffrent également des compressions budgétaires puisque les intentions d'investissements ont baissé de 25 % par rapport à 2013. Globalement, les investissements seront probablement moins importants cette année, étant donné que l'hiver très rude et les obstacles démographiques plombent l'activité résidentielle et que les dépenses en immobilisations non résidentielles ont fortement reculé après l'achèvement du parc éolien de PEI Energy Corp. à Hermanville. Nous prévoyons que la diminution des investissements nuira au secteur de la construction cette année, mais un regain d'activité est possible en 2015. Le Conseil économique des provinces de l'Atlantique estime à 2,1 milliards de dollars les futurs projets d'investissement de la province, soit une hausse de 10 % par rapport à l'an dernier. Les investissements publics jouiront du soutien apporté par la renégociation du Nouveau Fonds Chantiers Canada qui, combiné au Fonds fédéral de la taxe sur l'essence, fournira 440 millions de dollars à la province pour améliorer les infrastructures.

## Une année de transition produit des résultats contrastés

En 2013, l'économie de Terre-Neuve a caracolé à un rythme de 7,9 % d'après les premières estimations, grâce à la flambée des dépenses en immobilisations et de la production pétrolière. La croissance décélérera brutalement cette année, étant donné que les dépenses en immobilisations seront moins élevées et que la production pétrolière sera stable. L'emploi dans les projets d'investissement actuellement en construction plafonnera en 2014 et en 2015. Cela stimulera les services et contribuera à compenser l'incidence des compressions budgétaires. Nous tablons sur un taux de croissance de 0,6 % en 2014, avant que le rebond des dépenses en immobilisations le porte à 1,4 % l'an prochain.

### Stagnation de la production de pétrole cette année

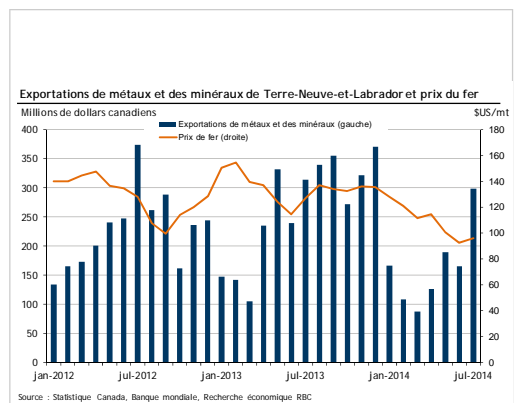
La production de pétrole brut a légèrement ralenti en 2014 : les baisses affichées à Heberia et à White Rose ont largement annulé la hausse de Terra Nova et de North Amethyst. Après les réparations effectuées en 2013, le site de Terra Nova générera une année complète de production, ce qui aura une influence positive durant le reste de l'année. Malgré le fléchissement du volume produit, la valeur (nominale) des exportations d'énergie a grimpé en flèche, donnant à la province l'impulsion nécessaire pour dégager un excédent commercial durable avec le reste du monde. Les dépenses en immobilisations réalisées dans le secteur énergétique devraient demeurer considérables, alors que le forage se poursuit à Bay du Nord et que la mise en œuvre de Hebron, un projet de pétrole en mer évalué à 14 milliards de dollars, progresse. Ce champ pétrolier sera opérationnel en 2017 et sa production compensera les déclinés prévus des sites qui arrivent à maturité.

### La production minière reste faible cette année, mais de nouveaux projets avancent

En raison de la croissance des capacités de l'Australie et du ralentissement de la demande chinoise, la chute du prix du fer plombe le secteur minier de Terre-Neuve. Globalement, l'activité a été freinée par l'arrêt de la mine Wabush en début d'année. Cependant, les perspectives restent encourageantes, car plusieurs projets permettent d'augmenter la production. Les programmes d'expansion de la Compagnie minière IOC stimulent la production et le projet de minerai expédié sans traitement devrait générer une année complète de production en 2014, puisque la première expédition a eu lieu en septembre 2013. Alderon Iron Ore commencera la construction de la mine Kami cette année ; cela créera des emplois à court terme et augmentera la production minière après sa mise en service en 2016.

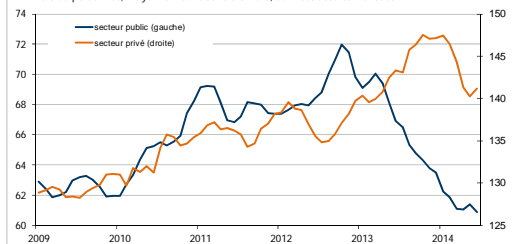
### L'économie intérieure se heurte à des difficultés

L'économie intérieure de Terre-Neuve manque de vigueur cette année. Du côté de l'emploi, le déclin durable du secteur public s'ajoute aux pertes observées dans les secteurs de fabrication. En ce qui concerne la construction, la progression des grands projets de Muskrat Falls et de la mine Kami permettront de limiter le recul de l'emploi occasionné par l'achèvement de la construction du projet hydrométallurgique de Vale à Long Harbour. Lorsque les activités de transformation du nickel débiteront, en fin d'année ou au début de 2015, le projet de Vale devrait provoquer un redressement de l'emploi dans le secteur manufacturier. La demande durable de produits métalliques découlant des projets d'investissement et d'un prêt de 110 millions de dollars accordé par le gouvernement provincial à Corner Brook Pulp and Paper pour réaliser de nouveaux investissements aura également un effet positif sur l'emploi de ce secteur. Le recul de l'emploi continuera de peser sur les services et le logement, mais l'amélioration prévue pour l'an prochain devrait favoriser ces deux secteurs.



### Emploi à Terre-Neuve-et-Labrador

Milliers de personnes, moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées



### Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,9	-4,4	7,9	0,6	1,4
Emploi	2,7	2,3	1,0	-1,8	1,6
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,4	12,3	12,1
Ventes au détail	5,1	4,5	5,0	3,2	3,9
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	2 862	2 500	2 700
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,7	2,2	1,8

Gerard Walsh  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	12	13P	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P
T.-N. & L.	-4,4	7,9	0,6	1,4	2,3	1,0	-1,8	1,6	12,5	11,4	12,3	12,1	3,9	2,9	2,5	2,7	4,5	5,0	3,2	3,9	2,1	1,7	2,2	1,8
Î.-P.-É.	1,5	1,4	1,4	1,2	1,1	1,8	0,1	1,1	11,3	11,5	10,9	10,6	0,9	0,6	0,6	0,7	3,2	0,8	3,0	4,0	2,0	2,0	2,0	1,5
N.-É.	-0,1	1,0	2,4	2,2	0,6	-0,4	-1,0	1,3	9,0	9,0	8,9	8,8	4,5	3,9	2,7	3,4	1,0	2,9	2,8	3,6	1,9	1,2	2,0	1,7
N.-B.	-1,1	0,2	1,0	1,6	-0,2	-0,1	0,3	0,4	10,2	10,4	9,8	9,6	3,3	2,8	2,5	2,8	-0,7	0,7	3,2	3,0	1,7	0,8	1,6	1,6
QUÉ.	1,5	1,1	1,7	1,8	0,8	1,2	0,0	0,6	7,8	7,6	7,8	7,6	47,4	37,8	38,0	33,3	1,2	2,5	3,3	3,5	2,1	0,8	1,4	1,6
ONT.	1,3	1,3	2,1	2,8	0,8	1,4	0,7	1,1	7,8	7,5	7,4	6,9	76,7	61,1	61,6	59,0	1,6	2,3	3,8	4,0	1,4	1,1	2,3	1,8
MAN.	2,6	2,2	1,8	2,8	0,9	0,5	-0,1	1,1	5,3	5,3	5,4	5,0	7,2	7,5	6,3	6,5	1,3	3,9	3,9	3,9	1,6	2,3	2,1	1,7
SASK.	1,9	4,5	1,3	3,0	2,1	3,4	1,6	1,7	4,7	4,0	3,8	3,9	10,0	8,3	8,0	7,5	7,4	5,1	4,9	4,7	1,6	1,4	2,6	2,2
ALB.	3,8	3,7	3,9	3,5	2,6	2,9	3,0	2,2	4,6	4,6	4,5	3,9	33,4	36,0	38,9	36,0	7,0	6,9	7,9	5,2	1,1	1,4	2,5	1,7
C.-B.	1,5	1,7	2,5	2,8	1,7	-0,2	0,7	1,0	6,7	6,6	6,1	6,0	27,5	27,1	27,3	24,8	1,9	2,4	4,9	3,9	1,1	-0,1	1,2	1,5
CANADA	1,7	2,0	2,4	2,7	1,2	1,3	0,7	1,2	7,2	7,1	6,9	6,6	215	188	188	177	2,5	3,2	4,4	4,1	1,5	0,9	2,0	1,7

## Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2013)	527	145	941	756	8 155	13 538	1 265	1 108	4 025	4 582
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,8	5,5	38,4	31,5	357,9	674,5	58,2	77,9	311,9	220,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	36,0	28,1	327,2	619,3	54,6	58,6	288,5	209,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,7	37,1	3,2	4,3	17,1	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,2	1,2	0,2	1,4	0,7	2,1	2,3	2,2	1,2
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 359	33 762	38 082	37 181	40 470	46 177	43 705	53 865	74 201	45 993
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-2,2	0,1	1,0	-0,1	0,4	-0,3	1,1	0,7	0,1	0,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	30 461	26 115	27 063	26 793	26 347	29 745	26 995	31 363	38 761	30 474
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-13, %)	1,5	1,5	0,3	-0,3	1,0	0,9	1,1	1,9	2,1	0,8
Taux d'emploi (août. 2014 %)	52,5	61,2	57,2	56,9	59,6	61,1	64,0	67,1	68,8	59,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jul. 2014)	14,6	11,2	11,4	11,8	9,7	10,0	6,8	5,7	7,2	7,3
Production manufacturière (% du PIB)	3,1	8,9	8,4	10,3	13,7	12,7	10,0	6,0	7,2	6,7
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	43,0	69,4	69,3	63,4	57,6	56,2	57,4	40,7	41,0	64,0
Exportations (% du PIB)	35,7	18,5	19,4	50,0	25,8	32,9	26,4	41,6	31,8	21,5

## Tableaux

## Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	197 072	199 270	194 214	200 628	205 958	208 961	212 513	217 921	224 088
	évolution (%)	3,1	1,1	-2,5	3,3	2,7	1,5	1,7	2,5	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 308	2 325	2 349
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	-0,2	0,7	1,0
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6	6,1	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	56 936	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	65 809	68 356
	évolution (%)	7,2	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	4,9	3,9
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	27 300	24 800
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	0,9	-9,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	119,1	120,9
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,2	1,5

## Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	259 087	263 515	252 811	264 164	277 940	288 548	299 224	311 026	322 048
	évolution (%)	1,7	1,7	-4,1	4,5	5,2	3,8	3,7	3,9	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 211	2 276	2 326
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,9	3,0	2,2
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,6	4,5	3,9
Ventes au détail	en millions de dollars	61 490	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 889	82 995
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,9	5,2
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	38 900	36 000
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	8,0	-7,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	134,3
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,5	1,7

## Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 253	55 183	52 553	54 756	57 479	58 581	61 217	62 040	63 901
	évolution (%)	3,5	5,6	-4,8	4,2	5,0	1,9	4,5	1,3	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	555	564	574
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,6	1,7
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,0	3,8	3,9
Ventes au détail	en millions de dollars	13 131	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 198	20 105
	évolution (%)	13,6	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,9	4,7
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 000	7 500
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-3,5	-6,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,9	131,8
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,6	2,2

## Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 265	51 157	51 048	52 379	53 269	54 633	55 857	56 887	58 480
	évolution (%)	2,9	3,8	-0,2	2,6	1,7	2,6	2,2	1,8	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	633	632	639
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	0,5	-0,1	1,1
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,3	5,4	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 017	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	17 972	18 675
	évolution (%)	8,9	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	3,9	3,9
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 300	6 500
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-15,6	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,6	127,8
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	2,1	1,7

## Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 803	596 921	578 510	598 174	611 131	619 331	627 382	640 836	659 061
	évolution (%)	1,3	-0,1	-3,1	3,4	2,2	1,3	1,3	2,1	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 879	6 925	7 003
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	0,7	1,1
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,4	6,9
Ventes au détail	en millions de dollars	145 978	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	174 642	181 626
	évolution (%)	3,8	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	3,8	4,0
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	61 600	59 000
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	0,8	-4,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	128,1
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,8

## Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	305 874	311 626	309 683	316 886	322 442	327 161	330 760	336 530	342 722
	évolution (%)	1,8	1,9	-0,6	2,3	1,8	1,5	1,1	1,7	1,8
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 032	4 032	4 057
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	0,0	0,6
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,8	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	90 412	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	109 802	113 700
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	3,3	3,5
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 000	33 300
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	0,6	-12,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	125,4
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,6

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 869	28 125	27 811	28 381	28 460	28 146	28 202	28 484	28 940
	évolution (%)	0,5	0,9	-1,1	2,0	0,3	-1,1	0,2	1,0	1,6
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	351	352	354
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	-0,1	0,3	0,4
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,4	9,8	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	9 408	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 460	11 806
	évolution (%)	6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,2	3,0
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 500	2 800
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-12,1	12,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	125,0	126,9
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,6	1,6

## Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 907	34 625	34 753	35 806	36 029	35 990	36 350	37 222	38 041
	évolution (%)	1,3	2,1	0,4	3,0	0,6	-0,1	1,0	2,4	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	454	449	455
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	-0,4	-1,0	1,3
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,0	8,9	8,8
Ventes au détail	en millions de dollars	11 617	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 979	14 489
	évolution (%)	4,3	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,8	3,6
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	2 700	3 400
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-31,1	25,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	129,1	131,3
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	2,0	1,7

## Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 620	4 658	4 678	4 783	4 829	4 901	4 970	5 039	5 100
	évolution (%)	2,2	0,8	0,4	2,2	1,0	1,5	1,4	1,4	1,2
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	74	74	75
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	1,8	0,1	1,1
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,5	10,9	10,6
Ventes au détail	en millions de dollars	1 621	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	1 998	2 077
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,0	4,0
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	636	600	650
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-5,7	8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,5	132,5
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	2,0	1,5

## Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 715	29 369	26 464	28 033	28 850	27 585	29 764	29 943	30 374
	évolution (%)	9,3	-1,2	-9,9	5,9	2,9	-4,4	7,9	0,6	1,4
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	233	229	232
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,0	-1,8	1,6
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,4	12,3	12,1
Ventes au détail	en millions de dollars	6 528	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 861	9 209
	évolution (%)	8,6	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,2	3,9
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 500	2 700
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-12,6	8,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,8	131,1
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	2,2	1,8

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.